

**M. Aitken:** C'est exact, et vous dites: «Allez-y et achetez votre jambon».

**Le président:** Pour faire suite aux paroles du sénateur Laing: nous n'avons pas de garantie que lorsque les États-Unis, L'OAS et la CEE et l'URSS conclueront une entente qu'ils ne le feront pas sur une nouvelle base?

**M. Aitken:** Ce serait intéressant.

**Le président:** Et lorsque l'échange peut entrer directement en jeu, il faut que le Canada soit prêt à cette éventualité.

**Le sénateur Hays:** Mais ici encore il se peut que les arrangements du GATT prévoient cette mise au point d'une politique nationale.

**Le sénateur Walker:** Les Américains ne pourraient pas le faire sans modifier leurs arrangements en vertu du GATT.

**M. Aitken:** Il s'agit de savoir à quoi ils pensent, s'ils veulent vraiment essayer d'ouvrir leurs frontières afin que les échanges commerciaux se multiplient.

**Le sénateur Hays:** Ce serait l'un des aspects utiles.

**M. Aitken:** Oui.

**Le sénateur Laing:** J'irais plus loin encore. Chaque pays veut au moins une chose désespérément. Les États-Unis veulent désespérément de l'énergie; les Soviétiques veulent désespérément des machines. Après cela, vous donnez les faits à l'organisme, c'est-à-dire à l'organisme intéressé en Union soviétique et à l'entreprise privée aux États-Unis. Si cela marche, nous faisons mieux d'être aux aguets.

**M. Aitken:** Sénateur, nous sommes très concurrentiels pour ce qui est des prix. Nous avons obtenu de nombreux contrats sur le plan international à des moments où nous faisons directement concurrence aux exportations des États-Unis.

**Le sénateur Macnaughton:** Je suppose que les États-Unis sont aussi en train de mettre au point un instrument de négociation pour la CEE. «Si vous ne voulez pas commercer avec nous, nous le ferons avec la Russie ou le Japon.»

**M. Aitken:** Il se peut qu'il en soit ainsi.

**Le sénateur Flynn:** Quel genre d'énergie les États-Unis obtiendraient-ils de l'URSS?

**M. Aitken:** Du pétrole.

**Le sénateur Laing:** Il s'agit de gaz congelé.

**Le sénateur Flynn:** C'est un bon endroit pour en trouver.

**Le président:** Ce serait là une habile manœuvre politique, si on pouvait y parvenir, tout dépendant du type de carburant que l'on congèle. Y a-t-il d'autres questions?

**Le sénateur Molson:** Selon moi, le mémoire de la Société pour l'expansion des exportations est très instructif; mais je n'ai pas pu obtenir les chiffres cumulatifs des «Faits saillants» à la page 4. On fait état des résultats pour les années 1971-1972, mais il est très difficile de trouver à quel

endroit du rapport ces chiffres cumulatifs, ayant trait aux plafonds et ainsi de suite, sont exposés.

**M. Aitken:** Il s'agit évidemment là des plafonds actuels relatifs aux affaires pendantes courantes. Notre plafond s'établit à 850 millions de dollars.

**Le sénateur Molson:** La loi vous prescrit également un plafond.

**M. Aitken:** Nous avons un plafond de 850 millions de dollars; vous avez raison, il ne figure pas à la page des «Faits saillants».

**Le sénateur Molson:** Vous commencez au sommet de la page et vous avez sous la rubrique assurance-crédit à l'exportation la valeur des exportations assurées. Qu'est-ce qui demeure en souffrance?

**M. Aitken:** Pour le savoir, vous devez jeter un coup d'œil aux remarques attachées au bilan. Vous y verrez qu'il en est question à la remarque 1, la première à gauche à la page 18. Les contrats en vigueur s'élèvent à 319,8 millions de dollars. Cette somme est inférieure au plafond de 500 millions de dollars. C'est le dernier chiffre indiqué au paragraphe 1.

**Le sénateur Molson:** Ne serait-ce pas une bonne idée que de faire figurer cette donnée sous la rubrique «Faits saillants»?

**M. Aitken:** Très bien, nous le ferons l'an prochain.

**Le sénateur Molson:** Et les autres? Sont-elles dans les remarques également?

**M. Aitken:** Oui, monsieur.

**Le sénateur Molson:** Je dois admettre que je n'ai pas consulté les remarques en détail.

**M. Aitken:** Nous avons un plafond de 850 millions de dollars. Les comptes à recevoir s'élevaient à 489 millions de dollars. Dans la remarque suivante, où il est question des comptes à recevoir en vertu de l'article 31, le plafond était de 450 millions de dollars, on voit que nous n'avons avancé que 32 millions de dollars.

**Le sénateur Molson:** Quel est l'article 31?

**M. Aitken:** C'est quand nous prêtons de l'argent au compte du gouvernement, au risque de ce dernier. Il en fut ainsi dans le cas de l'Iran, pour 100 millions de dollars, et dans le cas du Pakistan pour 4 millions de dollars, qui acheta des de Havilland Otters. Sur le tout, nous n'avons dû déboursier que 32 millions de dollars.

**Le sénateur Molson:** Ainsi, c'est bien moins que le plafond?

**M. Aitken:** C'est exact. Puis nous avons le paragraphe 4 encore une fois, où le dernier chiffre concerne le blé; d'importants contrats relatifs aux aéronefs avec le Pérou et le Brésil; et le blé vendu à une demi-douzaine de pays; tout cela compose des engagements de 330 millions, inférieurs à la limite de 500 millions.

**Le sénateur Molson:** Enfin, vous avez les investissements en vigueur à la fin de l'année.

**M. Aitken:** C'est exact.